**LRPS MADA- 2021-9162420 (Republication)**

**Revue sur la promotion de la participation des jeunes dans le cadre des programmes Junior Reporter Club et One Minute Junior**

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

Le Fond des Nations Unies pour l’Enfance (UNICEF) vous invite par la présente à soumissionner dans le cadre du présent appel d’offres (AO) relatif à l’objet suivant :

1. Objet de la Demande de propositions :

**« Revue sur la promotion de la participation des jeunes dans le cadre des programmes Junior Reporter Club et One Minute Junior»**

2. La présente demande de proposition inclut les documents suivants

1. Instructions aux soumissionnaires (Annexe I)
2. Formulaires de soumission (Annexe II)
3. Termes de références (Annexe III)
4. Conditions générales du Contrat (Annexe VIII)

3. Dépôt / Remise des offres :

Les offres seront envoyées en format électronique **par email uniquement à :** supplyantananarivo@unicef.org

**Au plus tard à 12H00 (heures d’Antananarivo), le 16 Mars 2021.**

La référence de cette demande de proposition **LRPS MADA 2021 - 9162420** devra être indiquée sur l’objet de la réponse.

**Toutes les Propositions reçues après cette date et heure indiquées ou envoyées à toute autre adresse seront rejetées.**

Pour obtenir des informations complémentaires, vous pouvez soumettre vos questions par écrit, de préférence par e-mail à : [randrianaivo@unicef.org](mailto:randrianaivo@unicef.org) / [jraharimbola@unicef.org](mailto:jraharimbola@unicef.org) avant le 28 fevrier 2021 à 12h00 (heure d’Antananarivo).

Le fichier de la proposition technique et celui de proposition financière doivent être séparés. Le nom de fichier devra porter les mentions suivantes :

1. le numéro de référence : LRPS MADA-2021-9162420
2. la mention “Proposition technique” ou “Proposition financière” selon le cas. Le fichier de la proposition financière peut être verrouillé.

4. Ouverture des offres :

Compte tenu de la situation de la crise sanitaire actuelle, il n’y aura pas de séance publique de dépouillement des offres. Les candidats peuvent verrouiller leur proposition financière. UNICEF vous contactera si votre proposition technique est retenue. L’UNICEF attend avec intérêt votre soumission et vous remercie d’avance de l’attention que vous portez aux opportunités commerciales proposées par l’UNICEF. En vous priant d’agréer l’expression de nos salutations distinguées,

Pour la Section Approvisionnements

Anne Cabrera-Clerget

Supply Manager

UNICEF Madagascar

# ANNEXE I. Instructions aux Soumissionnaires

## **Introduction**

1. **Généralités**

L’objet de l’invitation à soumissionner est de recruter un cabinet ou consortium de cabinet pour une Revue sur la promotion de la participation des jeunes dans le cadre des programmes Junior Reporter Club et One Minute Junior.

## **Préparation des Propositions**

1. **Langue de la Proposition**

Les Propositions préparées par le Soumissionnaire de même que toutes les correspondances et documents relatifs à la Proposition échangés entre le Soumissionnaire et l’UNICEF seront écrits en français. Tout autre document écrit fourni par le Soumissionnaire peut être rédigé dans une autre langue, à condition qu’il soit accompagné d’une traduction de ses parties pertinentes en français, auquel cas, aux fins d’interprétation de la Proposition, le texte en français prévaudra.

1. **Documents constitutifs de la Proposition**

La Proposition comprendra les documents suivants :

1. **L’Offre technique (n’inclut aucun prix) ne se limite pas à:**

* Le formulaire de soumission de la proposition technique
* Méthodologie. Elle devrait réduire au minimum la répétition de ce qui est énoncé dans le cadre de référence. Il n’y a pas de longueur minimale ou maximale. En cas de doute, assurez-vous d’avoir suffisamment de détails.
* Le plan de travail, qui comprendra au minimum les éléments suivants :  
  • Plan de travail général fondé sur celui proposé dans le cadre de référence, avec commentaires et ajustements proposés, le cas échéant ;  
  • Calendrier détaillé par activité (il doit être conforme au plan de travail général et à la proposition financière).
* Équipe d’assistance technique :  
  • un résumé de la présentation des experts proposés ;  
  • Description du personnel de soutien (nombre et profil des adjoints à la recherche et aux adjoints administratifs, etc.);  
  • le niveau d’effort des experts proposés par activité (il doit être conforme à la proposition financière);  
  • CV et trois référents de chaque expert proposé pour réaliser l’évaluation

1. **L’offre financière**

* Le formulaire de soumission de la proposition financière
* La proposition financière détaillée

En cas d’information de prix dans l’offre technique, la proposition est disqualifiée.

1. **Les coûts de la Proposition**

Le Soumissionnaire indiquera les coûts des services qu’il se propose de fournir en vertu du présent contrat.

**Devises de la Proposition**

Tous les coûts seront indiqués **en Dollar US ou en Euro ou en Ariary**.

1. **Durée de validité des propositions**

Les propositions resteront valides pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** suivant la date de soumission des propositions arrêtée par L’UNICEF, conformément à la clause relative à la date limite. Une proposition dont la durée de validité est inférieure à ces 90 jours sera susceptible d’être rejetée pour cause de non-conformité aux spécifications.

En cas de circonstances exceptionnelles, L’UNICEF pourra demander au Soumissionnaire d’accepter une prolongation de la période de validité de son offre. Cette requête et les réponses y relatives doivent être formulées par écrit. Il ne sera pas demandé ni permis au Soumissionnaire acceptant cette requête de modifier sa proposition.

1. **Paiement**

À moins que les soumissionnaires proposent un calendrier de paiement alternatif, les paiements seront les suivants :  
• Rapport de démarrage : 20 % du montant contractuel ;  
• Restitution premier draft des constats : 30 % du montant contractuel;  
• Rapport final approuvé : 50 % du montant contractuel;

## **Délai de soumission des propositions**

L’UNICEF doit recevoir les Propositions à l’adresse indiquée dans la clause relative au *dépôt et remise des offres*, au plus tard le jour et l’heure locaux stipulés.

L’UNICEF pourra, à sa propre discrétion, prolonger le délai de soumission des Propositions en modifiant les Documents d’invitation à soumissionner conformément à la clause relative à la *Modification des Documents d’invitation à soumissionner*, auquel cas tous les droits et obligations de l’UNICEF et des Soumissionnaires précédemment soumis à l’ancien délai seront alors soumis au nouveau délai tel que prorogé.

## **Propositions déposées hors délai**

Toute proposition reçue par L’UNICEF après la date limite tel que spécifiée dans la clause relative au *Délai de soumission des Propositions* sera rejetée.

## **Modification et retrait des Propositions**

Le Soumissionnaire peut retirer sa Proposition après dépôt, à la condition qu’une notification écrite soit reçue par L’UNICEF avant la date butoir de soumission des Propositions.

La notification de retrait du Soumissionnaire doit être préparée, scellée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de la clause relative au Délai de soumission des propositions.

Aucune Proposition ne peut être modifiée après le délai de soumission des Propositions.

Aucune Proposition ne peut être retirée dans la période se situant entre le délai de soumission des Propositions et la date d’expiration de la période de validité de la Proposition spécifiée par le Soumissionnaire dans le Formulaire de soumission de la Proposition.

## **Examen préliminaire – Correction des erreurs**

L’UNICEF examinera les Propositions pour s’assurer qu’elles sont complètes, qu’elles ne comportent aucune erreur de calcul, que les documents ont été dûment signés et que ces Propositions répondent globalement aux conditions stipulées.

A condition que l’Offre soit substantiellement conforme, l’UNICEF corrigera les erreurs de calcul de la manière suivante :

(a) s’il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total en multipliant le prix unitaire par la quantité correspondante, le prix unitaire prévaudra et le prix total sera rectifié, à moins que, de l’avis de l’UNICEF, la virgule des décimales du prix unitaire est manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera rectifié ;

(b) si le total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux n’est pas exact, les sous-totaux prévaudront et le total sera rectifié ; et

(c) s’il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres prévaudra, à moins que ce montant soit le résultat d’une erreur de calcul, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas a) et b) ci-dessus.

Si le Soumissionnaire le moins disant n’accepte pas la correction d’erreurs, son Offre sera écartée.

Une Proposition dont le degré de réponse substantielle est jugé insuffisant par L’UNICEF sera rejetée sans que le Soumissionnaire puisse la rendre a posteriori plus conforme en la corrigeant.

## **Évaluation technique et financière des Propositions**

L’évaluation des Propositions se déroule comme suit : contrôle administratif des offres, suivi de l’évaluation technique des offres. Les dossiers qui auront obtenu une note technique **supérieure ou égale à 70 points** seront techniquement retenus et les offres financières seront ouvertes. Le marché sera attribué à l’offre qui obtiendra la note globale la plus élevée, combinant **note technique (80%)** et **note financière (20%)**.

**a. Évaluation technique**

Seules les propositions ayant obtenu la note technique minimale de 70 points seront considérées comme répondant à la demande de proposition. Seules les offres financières correspondantes à ces dossiers seront alors ouvertes et évaluées. Les propositions n’ayant pas obtenu la note minimale qualifiante de 70 points ne seront pas considérées pour la suite du processus.

La sélection finale de la proposition le moins disant sera basée sur le score global obtenu combinant les notes techniques et financières.

L` évaluation des dossiers se fera sur pondération des notes techniques et financière

* + L’évaluation technique (80%)
  + L’évaluation financière (20%)

**b. Évaluation financière (20%)**

Calcul de la Note Financière :

La Proposition Financière la moins disante (Fm) obtiendra le score financier maximum (Sf) de 20 points. Les scores financiers (Sf) des autres Propositions Financières seront calculés de la manière suivante : Sf du soumissionnaire X = 20 multiplié par Fm et divisé par la proposition financière F (X).

## **Critères d’attribution du Contrat**

L’UNICEF attribuera le marché au soumissionnaire ayant obtenu la note finale (technique + financière) la plus élevée.

Le soumissionnaire retenu devra s’engager de garantir que l’effectif et l’équipement affecté à chacun des lots reste permanent et inchangé jusqu’à la fin des travaux. La liste nominative de l’effectif étayée par des copies des pièces d’identité fournies lors de la signature du marché.

Avant l’expiration de la période de validité de la proposition, L’UNICEF attribuera le Contrat au Soumissionnaire le plus qualifié et dont la Proposition, après évaluation, est considérée comme répondant le mieux aux besoins de l’organisation et aux exigences de l’activité concernée.

## **Droit de l’UNICEF de modifier ses exigences au moment de l’attribution**

L’UNICEF se réserve le droit, au moment de l’attribution du contrat, de modifier la quantité de biens et services spécifiée dans l’invitation à soumissionner, de supprimer certains postes, sans modification des coûts unitaires ou des autres spécifications et conditions.

## **Signature du Contrat**

Le Soumissionnaire retenu doit signer, dater et renvoyer le contrat à l’UNICEF dans un délai de 5 jours à compter de la réception du contrat

# ANNEXE II : FORMULAIRES DE SOUMISSION

FORMULAIRE DE L’OFFRE TECHNIQUE

[Lieu, Date]

A l’attention de :

Chef des Operations de l’UNICEF

Adresse :

Courriel :

Madame, Monsieur

**Objet :**

**Réf. LRPS 9162420**

Nous, soussignés, proposons de fournir les services pour la mission indiquée ci-dessus en Objet conformément à votre Demande de Propositions (DP) en date du [Insérer Date] et à notre Proposition.

Nous soumettons par la présente notre Proposition, qui contient cette Proposition Technique, et une Proposition Financière, chacune placée dans une enveloppe cachetée/un paquet clairement libellés.

Nous soumettons notre Proposition en association avec :

**[Insérer la liste avec le nom en toutes lettres et l’adresse de chaque Agence Associée]**.

Nous déclarons par la présente que toutes les informations et déclarations faites dans cette Proposition sont vraies et acceptons que toute déclaration erronée puisse conduire à notre disqualification.

Nous y joignons des informations pour appuyer notre éligibilité conformément à la demande de proposition.

Si des négociations se tiennent durant la période de validité de la Proposition, nous nous engageons à négocier sur la base des Personnels Experts Clés désignés dans notre Proposition.

Notre Proposition engage notre responsabilité et, sous réserve des modifications résultant des négociations du Marché, nous nous engageons, si notre Proposition est retenue, à commencer la prestation des services de cabinets relatifs à la mission au plus tard à la date indiquée dans cette demande de proposition.

Nous comprenons que vous n’êtes pas tenu(e) d’accepter toutes les Propositions qui vous sont adressées.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’expression de notre considération distinguée.

|  |  |
| --- | --- |
| Signataire Mandaté |  |
| Nom et titre du Signataire |  |
| Nom de l'agence |  |
| Adresse de l'agence |  |

3 – FORMULAIRES DE L’OFFRE FINANCIERE

[Lieu, Date]

A l’attention de : M. ou Mme

Chef des Operations de l’UNICEF

Adresse :

Courriel :

Madame, Monsieur

**Objet :**

**Réf. LRPS-2021-9162420**

Nous, soussignés, avons l’honneur de vous proposer nos services de soumissionnaires, pour la mission indiquée ci-dessus en Objet conformément à votre Demande de Propositions en date du [*date*] et à notre Proposition Technique.

Notre Proposition Financière ci-jointe porte sur le montant forfaitaire de [insérer le(s) montant(s) en toutes lettres et en chiffres].

Notre Proposition Financière engage notre responsabilité sous réserve des modifications résultant des négociations contractuelles relatives au Marché, jusqu’à expiration de la période de validité de la Proposition.

Nous comprenons que vous n’êtes pas tenu d’accepter toutes les Propositions qui vous sont adressées.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’expression de notre considération distinguée.

|  |  |
| --- | --- |
| Signataire Mandaté |  |
| Nom et titre du Signataire |  |
| Nom du Soumissionnaire |  |

**TERMES DE REFERENCE POUR UN CONTRACT INDIVIDUEL OU INSTITUTIONEL**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre de la consultance** | Revue sur la promotion de la participation des jeunes dans le cadre des programmes Junior Reporter Club et One Minute Junior |
| **Durée du contrat** | 02 mois (40 jours) |
| **Lieu d’affectation** | Antananarivo, Madagascar et à distance |
| **Date de démarrage** | 1 Mars 2021 |
| **Date de clôture** | 31 Mai 2021 |
| **Section** | Politique Sociale et Evaluation (PSE), en collaboration avec Communication pour le Développement (C4D), et Media et Relations Externes (MRE) |
| **Supervision** | Spécialiste en Recherche et Evaluation |

# **Introduction**

L’adolescence est l’une des étapes de la vie les plus fascinantes et peut-être aussi l’une des plus complexes. C’est une période pendant laquelle les jeunes assument de nouvelles responsabilités et font l’apprentissage de l’indépendance. Ils cherchent à affirmer leur identité, ils mettent en pratique des principes appris dans la petite enfance et acquièrent des compétences qui feront d’eux des adultes responsables et soucieux d’autrui. Lorsque les adolescents sont aidés et encouragés par des adultes qui s’intéressent à eux, ils s’épanouissent véritablement et assument pleinement leur rôle au sein de leur famille et de leur communauté (UNICEF 2002, 1).

Les adolescents ont des droits, qui sont énoncés dans la Convention de 1989 relative aux droits de l’enfant : être informé et acquérir des compétences ; bénéficier de services comme l’éducation, les soins de santé, les loisirs et la justice ; vivre en sécurité et dans un milieu propice à leur croissance ; et avoir l’occasion de participer et de s’exprimer (UNICEF 2002, 5).

L’UNICEF s’est engagé depuis longtemps en faveur d’une participation morale et authentique des enfants. Il s’agit d’un principe orientant toute son action. La participation permet aux adolescents d’apporter une contribution significative à leur famille, leur communauté et la société dans son ensemble (UNICEF n.d.). Il existe plusieurs manières pour assurer la participation des enfants, une des approches communément utilisées est la promotion des voix des enfants à travers les media (UNICEF 2001, 36).

Spécifiquement pour UNICEF Madagascar, deux initiatives se sont appuyées sur les media et les Technologies de l’Information et de la Communication (TIC) pour la promotion de l´expression des enfants. Le premier est le programme Junior Reporter Club (JRC) qui a été mise en œuvre pour la première fois en 2007. En résumé ce programme s’assure qu’après des formations sur les techniques de production d’émission de radio ainsi que sur des thématiques prioritaires concernant les jeunes, les jeunes produisent eux-mêmes leurs émissions pour être diffusées dans les radios partenaires (Madagate 2012). Le second est l’initiative One Minute Junior (OMJ) qui a été mise en œuvre depuis 2011. Des similitudes existent entre les deux programmes. Ils ciblent les jeunes et offrent des opportunités de renforcement de capacité. Cependant, le programme OMJ a une audience plus globale, à travers une compétition annuelle de festival OneMinutesJr.

**Afin de tirer des leçons de la mise en œuvre de ces deux programmes et d’adapter leur conceptualisation actuelle, une revue des deux programmes est organisée sur la base des expériences, surtout de ces cinq dernières années (2016-2020).**

# **Contexte et justification**

***Le Junior Reporters Club***

Le programme Junior Reporters Club (JRC) a pour objectif de donner une voix aux adolescents et aux jeunes sur les thématiques et les préoccupations qui les concernent.

L’approche est globalement de mettre en place les clubs au niveau de chaque station qui accepte d´héberger les jeunes membres, ces clubs doivent ensuite se formaliser. Un même règlement intérieur devra régir chaque club au niveau de chaque station. Il s’agit d’identifier et de sélectionner des adolescents – jeunes locaux désireux d’accompagner la participation des jeunes à travers les médias. Ces jeunes bénéficient de formations techniques par des professionnels des médias afin de les outiller pour qu’ils puissent mener leurs missions. Par la suite, ils sont constitués en club pour être hébergé au niveau des stations radio partenaires. Les jeunes reporters clubs interviennent dans un cadre formel et sont soumis à des règlements intérieurs.

Les associations ont pour mission de (i) produire des émissions radiophoniques sur des thématiques prioritaires concernant les jeunes, (ii) d’aider les jeunes à développer leur capacité d’expression et d’analyse et d’interpellation, et (iii) d’aider les jeunes à améliorer leur capacité d’évaluer des problèmes socio-économiques et de trouver des solutions en lien avec les communautés (UNICEF Madagascar 2016, 1).

La plupart des JRC ont été créé par l’UNICEF avec l’appui du Ministère de la Communication. Au fil des années un bon nombre de clubs ont été créés, appuyés et redynamisés (33 opérationnels actuellement). L’opérationnalité et la performance des clubs sont propres à chacun des clubs et dépendent de l’environnement au sein duquel le club évolue, notamment des radios partenaires. Un exemple assez résumant est par exemple le JRC Toamasina. Créé le 21 août 2007 par l’UNICEF avec le Ministère de la Communication, hébergé par la RNM coaché par Bruno et Ninisa Henri Christophe ; de 2008 à 2009 le club a été sous la régie de la MBS Toamasina encadré par Fanjaniaina ; de mars à août 2009 sans hébergement ni de coaching ; et en septembre 2009 grâce au nouveau partenariat de la radio Voanio et UNICEF a retrouvé le dynamisme et ses performances de production périodique d’ émissions radiophoniques (Radio Voanio 2014).

En termes de partenariat, au niveau national et régional, le programme a été inscrit dans un partenariat entre l’UNICEF et le Ministère de la Communication (MRCI) initialement, face à certaines difficultés organisationnelles le programme JRC s’est intégré depuis 2016/2017 dans un partenariat avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). Actuellement, le programme est sous l’égide du MRCI, MJS et du Ministère de l’Education Nationale.

Dans l’optique d’améliorer les outils de travail des clubs, un kit de formation pour les jeunes reporters clubs a été élaboré en 2017, comprenant : un manuel de formation des jeunes reporters et un guide pratique pour les jeunes reporters. Les formations dont bénéficient les JRC sont condensées en 12 modules[[1]](#footnote-2) qui rassemblent :

* La base théorique et l’ensemble des techniques de production ;
* Les messages clés et arguments liés aux thématiques clés de la jeunesse ;
* Les méthodologies de suivi-évaluation des impacts des programmes radiophoniques.

Dans sa version actuelle, les JRC sont composés de Jeunes Reporters, des encadreurs au niveau de chaque station radio et/ou TV où les Jeunes Reporters sont implantés, d’un représentant de la DRCRI, d’un représentant de la DRJS, et celui de la DREN, de représentant(s) des parents des JRC. L’encadreur par station est un professionnel de media désigné par le Directeur de la station.

Le nombre des Jeunes Reporters par club ou station est au total de 15, c’est-à-dire 8 de 12 à 15 ans (JRC Zandry) et 7 de 16 à 18 ans (JRC Zoky). La répartition par genre pour chaque club JRC se fait comme suit : 4 filles et 4 garçons pour les JRC Zandry et 4 filles et 3 garçons pour les JRC Zoky. Particulièrement les jeunes reporters sont recrutés sur la base de certains critères :

* Jeune scolarisé de 12 à 16 ans (au moment de la sélection) ;
* Communicatif et aime entrer en relation avec les gens ;
* Ayant un esprit de volontariat ;
* Aime faire des recherches et analyser ;
* Maîtrise le parler de sa localité et connaît les mœurs locales et la culture locale ;
* Intéressé et prêt à se former sur la production d’émissions radiophoniques ;
* Particulièrement intéressé par les media et les thématiques des droits de l’Enfant et les thématiques concernant le développement des jeunes et des adolescents.

En 2012, les réalisations affichent 40 clubs présents dans 40 districts répartis dans 21 régions, 44 coaches (dont 40 coaches au sein des stations radio et 4 au niveau de TV), 26 programmes radio diffusés au niveau de la Radio National Malgache (RNM), 2 080 programmes radios diffusés au niveau des stations radios locales.

Actuellement il existe 33 clubs regroupant 450 membres qui couvrent sept régions. Au-delà de la maîtrise des techniques en conception et production de contenu radio et TV, la composante C4D fait partie des éléments de formation des JRC afin qu’ils puissent eux même devenir des vecteurs du changement de comportement et changement social. L´approche JRC a été inclue comme composante C4D dans plusieurs projets antécédents et en cours. La mise en place des Clubs si on cite la région Atsinanana par exemple répondait à la mission du projet de ‘tracer la voix de la paix à travers la voix des jeunes’. Ainsi, en plus des formations de base sur la production media et les thématiques des Pratiques familiales essentielles, les clubs ont été aussi formés par l´Agence HCDH-Haut-Commissariat des Droits de l´Homme sur les thématiques du droit de l´homme et la consolidation de la paix dans le cadre de ce projet conjoint.

**Tableau 1. Nombre de clubs opérationnels et de membres (Junior Reporters), août 2020**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Région** | **Clubs** | **Membres** |
| ATSINANANA | 4 | 46 |
| ANALANJIROFO | 8 | 102 |
| BOENY | 3 | 45 |
| ANOSY | 7 | 105 |
| ANDROY | 2 | 20 |
| VATOVAVY FITOVINANY | 9 | 132 |
| **7 régions** | **33** | **450** |

Ces JRC sont actuellement sollicités et contribuent dans les campagnes de communication et mobilisations sociales des programmes sectoriels de l’UNICEF et aussi avec les partenaires.

Par exemple, cette année 2020, lors de la célébration de la Journée mondiale de l´hygiène menstruelle, les JRC ont été mobilisés pour participer aux actions de sensibilisations sur cette thématique. Compte tenu du contexte actuel, les JRC se sont également mobilisés pour les sensibilisations sur la lutte contre la COVID-19 à travers la production d´émission sur cette thématique, à la participation dans les clips produits aux côtés des célébrités de la région (Boeny), dans la réalisation de sensibilisation à travers les challenges tik tok qui intéressent les jeunes actuellement (Anosy).

Les ressources allouées, planifiées aux programmes évoluent en fonction des années et des projets auxquels l’approche JRC est mise en œuvre :



***L’activité One Minute Junior***

Avec des objectifs similaires à ceux du JRC – la promotion des droits de l’enfant à travers la voix des jeunes, l’OMJ se concentre beaucoup plus sur la production et la dissémination de courtes vidéos visant une audience globale. Ces courtes vidéos d’une minute racontent les vécus et les perspectives des adolescents par rapport à des thématiques qu’ils veulent partager et suivant le contexte culturel, social, économique et sécuritaire spécifiques ou ils vivent (The One Minutes Jr. 2020). Chaque année une compétition au niveau mondiale est organisée et les quinze nominés du monde entier sont invités à venir aux Pays-Bas pour assister à la cérémonie de remise des prix ou les trois gagnants reçoivent un Tommy Award (The One Minutes Jr. 2020).

Le One Minute Junior est un réseau mondial créé en 2002 par la Fondation Européenne de la Culture (ECF) et la fondation OneMinutesJr. Ce réseau a été soutenu par la ECF et l’UNICEF en tant que nouvel outil d’autonomisation des jeunes et de changement social (The One Minutes Jr. 2020). L’UNICEF Madagascar a lancé l’OneminuteJr en 2011, un atelier a été organisé en collaboration avec la Fondation OneMinuteJr, le Ministère de la culture (MCPASP)[[2]](#footnote-3) et l‘agence de production audio-visuelle Digital Development Communication (DDC). Depuis 2011, l’UNICEF Madagascar a toujours organisé un atelier OMJ avec une moyenne de 15 adolescents de 12 à 20 ans issus de différentes associations.

La participation de Madagascar a été interrompu à partir de 2015 et les activités ont repris à partir de 2018. Auparavant, les jeunes participants ont été identifiés à travers des associations mais a la reprise des activités en 2018, le ciblage a un visé beaucoup plus programmatique – à part les critères initiales, les participants sont sélectionnés dans les régions d’intervention de l’UNICEF Madagascar et avec l’appui des partenaires et des agents de terrain (POT). Les vidéos sont actuellement utilisés de plus en plus pour le plaidoyer, surtout vis-à-vis des donateurs, et supports de communication alors que leurs utilisations ont été beaucoup plus axées au concours du OneMinuteJr auparavant.

**Tableau 2. Participation à la compétition annuelle mondiale OMJ**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Thème** | **Participants** | **Associations** | **Observations** |
| 2011 | *Espoir et rêves, défis des jeunes* | 16 adolescents de 12 à 20 ans | CEMDLAC  CDA  MANAODE  JRC  Scouts  ATD Quart Monde |  |
| 2012 | *La vie en milieu urbain* | 19 adolescents de 12 à 20 ans | CEMDLAC  CDA  MANAODE  JRC  Scouts  ATD Quart Monde  Association des sourds | Un participant – Bary – a remporté le troisième prix «Prix de la Liberté». Bary est parmi les acteurs du film Dzaomalaza III. |
| 2013 | *Quel est ton loisir favori* | 10 adolescents de 12 à 19 ans | CEMDLAC  CDA  MANAODE  JRC  Scouts  ATD Quart Monde |  |
| 2014 | *Comment vous voyez-vous lorsque vous aurez 30 ?* | 14 adolescents de 12 à 19 ans | CEMDLAC  CDA  MANAODE  Scouts  ATD Quart Monde  ONG SIVE Antsohihy |  |
| 2014 | *Quelle éducation pour les filles ?* | 15 adolescentes | Trois ONG avec lesquelles l’UNICEF a un protocole d’accord pour mettre en œuvre le programme d’éducation des filles. | Deux OMJ ont été organisés en 2014, le deuxième était pour la célébration de la Journée des enfants africains. Le thème de la journée était axé sur l’éducation des filles. |

Pour produire les vidéos, les jeunes participants sont sélectionnés et **bénéficient d’une formation pratique-accompagnement d’une semaine** par UNICEF, MCSAP et des professionnels en la matière. Les vidéos produits par les participants par la suite font l’objet de montage (voix off si nécessaire), d’habillage et de sous-titrage pour répondre aux spécifications techniques du OMJ.

Les ateliers de formations s’alignent aux directives globales sur les formations et comprennent généralement :

* Prise de contact, partie théorique, choix du thème, brainstorming, manipulation camera ;
* Pratique de :
  + Prise de vue, valeur de plan, règles cinématographique, écriture de scénario ;
  + Ecriture des scripts, tournage ;
  + Série de Tournage et montage ;
* Montage et restitution ;

Annuellement, les dépenses allouées à ces initiatives varient de 8,000 USD à 9,000 USD par année.

Le programme de pays de l’UNICEF Madagascar a été initialement prévu pour être mise en œuvre de 2015 à 2019. Pour préparer le prochain cycle, celui-ci a été étendue jusqu’en 2020. Cette année 2020 le premier semestre a connu des moments de réflexion, de revues nourris par les résultats du MICS 2018 et de l’évaluation du programme pays. Particulièrement le volet engagement des enfants à travers les médias a été faiblement couvert par ces revues.

Tandis que 2020 est une année qui sera une transition vers le prochain cycle de programmation de l’UNICEF a Madagascar, certains problèmes et questionnements se posent par rapport à la stratégie adolescents – média et spécifiquement par rapport au programme JRC et initiatives OMJ.

Pour le JRC, (i) des retours de terrains laissent penser que la couverture des JRC reste faible – exemple pour le cas de la région Atsinanana il n’y a que trois (04) clubs pour une région qui comporte sept (07) districts. Des approches similaires en Inde ont mobilisées plus de 15,000 clubs dont chaque district comptait au moins une vingtaine de clubs JRC; (ii) un manque de visibilité sur la performance réelle du programme et la compréhension de la dynamique des clubs – stagnation du nombre de clubs et de membres (40 clubs regroupant 400 membres en 2012 VS 33 clubs réunissant 450 membres en 2020), concentration des efforts (présence des clubs au niveau de 21 régions en 2012 a sept (07) régions en 2020 ; (iii) certain flou par rapport aux objectifs et la conceptualisation du programme – différentes compréhensions par rapport aux objectifs du programme entre les acteurs et absence d’un document de théorie du changement claire.

Pour le OMJ, mise à part la discontinuité des activités décrit plus haut, (i) la mise en œuvre des activités a accusé des retards en 2019, (ii) les appels à partenariat pour la fourniture des services de formation et d’expertise de traitement des vidéos ne reçoivent que très peu de réponse.

Un autre goulot d’étranglement assez commun et récurrent pour les programmes est le blocage des partenaires, essentiellement des partenaires gouvernementaux. Il s’agit le plus souvent des blocages du partenariat à la suite de retards dans la réalisation des obligations de reddition de compte prévues par la procédure HACT (Cadre opérationnel harmonisé pour la remise d’espèces).

# **But, objectifs et portée de la revue**

Le but de la revue est d’avoir une réflexion interne, objective, honnête et constructive par rapport aux deux programmes. Le bureau de l’UNICEF a Madagascar recherche un consultant/cabinet qui accompagnera le processus, analysant les documents et données, collectant les données primaires nécessaires pour produire un rapport de revue programmatique.

La revue devra être guidée par les questions centrales suivantes :

* ***Dans leur conceptualisation et performance actuelle, est-ce que les deux programmes méritent d’être continués ?***
* ***Est-ce que la conceptualisation et la dimension (taille) des deux programmes sont pertinentes au vu de leurs charges humaines, financières, des besoins et leurs potentialités ?***
* ***Quels ont été les impacts de ces programmes et la prise en compte des principes d’equité, genre et droit de l’homme ?***

Cette revue impliquera des contributions de diverses parties prenantes au sein et en dehors de l'UNICEF Madagascar. La participation des jeunes dans la collecte, l’analyse et la restitution (revue par les pairs) est souhaitée dans une perspective d’engagement des jeunes. La plupart des parties prenantes clés des partenaires d'exécution doivent être contactées à distance au vu des restrictions sanitaires.

La revue se focalisera sur la période 2016-2020. Toutefois pour les éléments de pertinence et d’impact qui se focaliseront sur les enfants, la période considérée s’étendra de 2014 à 2020. En effet les enfants, adolescents bénéficiaires sont identifiables et leurs vécus sont potentiellement différentes suivant l’année où ils ont bénéficié des programmes.

# **Critères et questions clés pour la revue**

Étant donné qu'il s'agit d'un examen interne d'un programme de l'UNICEF, il ne peut intégrer pleinement les critères d'évaluation de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques/Comité d'Aide au Développement (OCDE/CAD). Cependant, les questions élaborées pour l'examen sont classées selon les critères du CAD de l'OCDE : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact, équité, genre et droits de l'homme.

Les questions de recherche suivantes ont été élaborées pour s'assurer que l'examen atteigne ses objectifs :

***Pertinence :***

* Quelles ont-été les objectifs initiaux des deux programmes et comment étaient-ils adaptés vis-à-vis des contextes et des besoins du moment en termes d’approche et de contenu ?
* La conceptualisation et l’ampleur des programmes sont-elles cohérentes aux objectifs de participation, d’amplification des voix des enfants et de plaidoyer ?
* Dans quelle mesure les deux programmes sont-ils adaptés pour assurer le développement de compétences techniques et humaines des adolescents (détenteurs de droits) ?

***Cohérence :***

* Quelles ont-été les niveaux de synergies internes au sein du bureau de l’UNICEF (la section C4D qui gère le programme JRC et MRE qui gère le OMJ) lors de la conceptualisation et la mise en œuvre des deux programmes ?
* Quel a été le niveau d’adéquation des mécanismes de coordination de l’UNICEF avec les différents ministères partenaires de ces deux programmes ?
* Quel a été le niveau de synergie de ces deux programmes avec d’autres programmes similaires mis en place par d’autres organisations ou acteurs qui travaillent sur la participation des jeunes a la réalisation de leurs droits ?
* Quels ont été les principaux blocages pour les partenaires, sur lesquels les deux sections peuvent s’ajuster en termes de gestion ?

***Efficacité :***

* Dans quelle mesure le soutien fourni par l'UNICEF et les partenaires est-il efficace pour atteindre les résultats souhaités ?
* Quels feedbacks les enfants ont de ces initiatives, quels sont leurs acquis en termes de compétences et dans quelles mesures ont-ils pu utiliser leurs acquis ?
* Quelle est l’ampleur de l’audience de ces émissions radios, sketches et vidéos ? Qui les écoute ? Quel est le niveau de leur qualité en termes de contenu et de format ?

***Efficience :***

* Quelles ont été les principales raisons de la discontinuité ou de la réduction de dimension de ces programmes ?
* La théorie du changement et le système de S&E en place est-il adéquat pour le pilotage des programmes ?
* Les coûts par extrants ou par résultats (ex : nombre de clubs, nombre de membres formés, diffusions, vidéos) sont-ils assez intéressants, comparés a d’autres programmes similaires en interne et dans d’autres pays ?

***Impact :***

* Quels sont les indicateurs d’impacts observables de ces programmes ?
  + Au niveau individuel : par exemple, la création de vocation, l’accroissement de la confiance en soi …
  + Au niveau de la communauté : par exemple, les changements sociaux, la participation dans la mobilisation communautaire …
  + Au niveau national ou global : influence politique, visibilité concernant les préoccupations des jeunes …
* La mise en œuvre de ces programmes reposant sur de multiples partenariats, quelles sont les contributions et/ou attributions, valeurs ajoutées de ces programmes à la stratégie jeune et politique nationale de la jeunesse ?

***Equite, genre et droits de l’homme :***

* Dans quelles mesures les principes d’équité, de genre et de droits humains ont-ils été considérés dans la conceptualisation et la mise en œuvre des programmes ?
* Dans quelle mesure et comment les programmes assurent-ils l'équité en ce qui concerne l'inclusion des groupes marginalisés et le ciblage du genre ?

# **Approche et méthodologie**

Cet examen adoptera une approche participative et mixte (quantitative et qualitative) pour la collecte, l’analyse et l’interprétation des données concernant les deux programmes. L’approche devra être participative du point de vue de la priorisation, le choix du degré d’analyse par rapport aux questions centrales, dans la définition des échelles d’appréciation et dans l’analyse et interprétation des données. Elle est mixte dans la mesure ou elle doit être une combinaison d’une approche qualitative et approche quantitative, bien qu’il y ait prééminence de l’approche qualitative.

La collecte de données ciblera surtout le staff UNICEF et ses partenaires (Ministères) notamment sur les questions d’efficience et d’équité ; et les bénéficiaires directes ou indirectes (enfants/jeunes, stations radios, STD et CTD) pour les autres critères comme impacts, pertinence et efficacité. Une matrice des critères initiaux de la revue sera partage avec le consultant/cabinet pour priorisation et adaptation.

Le mode de collecte des données se feront essentiellement par :

* Revue documentaire
* Groupes de discussion « Focus Groups », dont certains animés par les pairs (jeunes) – essentiellement par Zoom ou Facebook Live
* Enquête individuelle légère
* Etudes de cas
* Mini-atelier de validation.

L’analyse des données devra mobiliser certaines techniques et concepts tels que :

* Analyse coût-extrants/résultats
* Changement le plus significatif (Most Significant Change)
* Success Case Method
* Mini-ateliers, théorie du changement, chronologie des activités
* Programmation de base des droits de l'homme (HRBP)

Bien que l’exercice ne soit pas inscrit sous un format d’évaluation, le respect des normes générales d’évaluation[[3]](#footnote-4) en référence à celles de l’UNEG, ainsi que les normes éthiques, et la consultation et participation des enfants et des jeunes sont demandées tout au long du processus.

Au vu des contraintes de déplacements engendrés par les mesures sanitaires, il est recommandé de proposer une association d'équipe internationale qui travaillera à distance à une équipe nationale.

# **Gestion de la prestation**

La revue va être très participative, et sera supervisée par le Spécialiste en Recherche et Evaluation au niveau de l’UNICEF Madagascar et le Spécialiste en Evaluation au niveau du Bureau Régional. Des jeunes paires seront identifiés pour aider le consultant/cabinet à faciliter les sessions de collecte de données, et participera à l'élaboration du rapport final, y compris la formulation des résultats, conclusions. Un groupe de gestion de la revue sera créé avec toutes les sections auxquelles la revue s'adresse.

La revue se déroulera le mois de mars, pour une durée de huit (08) semaines :

* Deux (02) semaine de préparation avec la participation des staffs UNICEF pour la priorisation et l’adaptation de la matrice de revue ;
* Première quatre (04) semaines de collecte et d’analyse des données, et fournira des résultats intermédiaires – un premier draft des constats ;
* Et enfin deux (02) semaines – ajustement et/ou approfondissement de certains aspects si nécessaire et finalisation de la rédaction du rapport (maximum 40 pages, en Français).

Les activités et frais ci-après seront prises en charges par UNICEF :

* Réunions en vidéo-conférence des mini-ateliers via Zoom ou Facebook Live ;
* Enquêtes légères par sms sous la plate-forme RapidPro ou similaire.

# **Livrables et calendrier**

Il est attendu les sériés d’activités et livrables qui suivent

|  |  |
| --- | --- |
| **Phases - activités** | **Livrables et % paiement** |
| **Démarrage (semaine 1 et 2)** | **Rapport de démarrage, 20 pages (plus annexes) en Français (livrable 1)** |
| Réunion initiale | 20% |
| Collationnement des documents |
| Exercice de priorisation et/ou ajustement - mini atelier |
| Finalisation planification et rédaction du rapport et outils de recherche |
| **Collecte et analyses des données (semaines 3, 4, 6, 7)** | **Restitution premier draft des constats, 10 pages (plus annexes) en Français (livrable 2)** |
| Focus Groupes | 30% |
| Entretien semi-directif |
| Enquête individuel léger |
| Enquête via RapidPro |
| Analyses, triangulations continues et rédaction |
| **Ajustement/approfondissement du rapport (semaines 7 et 8)** | **Rapport final, 40 pages (plus annexes) en Français, présentation finale et note d’information, ainsi qu’archivage données et documents travail (livrable 3)** |
| Mini-ateliers | 50% |
| Restitution rapport pré-final et final |

# **Qualification et expériences**

Le consultant/cabinet doit présenter les caractéristiques suivantes :

* Master ou plus en sciences sociales, de préférence en évaluation ou recherche en sciences sociales ;
* Expériences de 10 ans au moins en Recherche et Évaluation ;
* Expériences avérées en Evaluation Développemental et autres approches participatives dans les pays en Afrique sub-saharien ;
* Expériences avérées en facilitation de revues ;
* Certification et maîtrise en évaluation des programmes ;
* Une expérience antérieure de collecte de données auprès des jeunes et une bonne connaissance des problématiques qui concerne les jeunes malgaches ;
* Très bonne capacité rédactionnelle et de communication orale en Français ;
* La connaissance du système d’évaluation de l’UNICEF ou de UNEG est essentielle.

# **IIX. Supervision et conditions de travail**

Conformément à la politique de l'UNICEF en matière de gestion des finances publiques, les paiements sont effectués en fonction des produits livrables approuvés. Aucun paiement anticipé n'est autorisé, sauf dans des circonstances exceptionnelles contre garantie bancaire, dans la limite de 30 % de la valeur totale du contrat dans les cas où des achats anticipés, par exemple pour des fournitures ou des voyages, peuvent être nécessaires. Les frais généraux éventuels seront plafonnés à 15 % aux fins du présent contrat.

Le consultant/cabinet sélectionné sera régi et soumis aux conditions générales de l'UNICEF.

**IX. Critères d'évaluation technique**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Critères techniques** | **Description des sous-critères techniques** | **Points** |
| Réponse globale | Complétude de la réponse  Concordance générale entre les exigences de TdR/RFP et la proposition | 5  5 |
| Institution et personnel clé | Gamme et profondeur de l'expérience dans des projets similaires, taille des projets  Références de clients  Personnel clé à affecter : qualifications et expérience pertinentes | 30  10  20 |
| Méthodologie et approche proposées | Méthodologie proposée pour ce projet  Plan de travail proposé pour réaliser le projet (avec roles et responsabilites, HJ du personnel, aspects logistiques - les assistances demandes a UNICEF, timing pour les periodes de validation) | 15  15 |
| Score total pour la proposition technique | | 100 |
| Score minimum acceptable pour la proposition technique | | 70 |

**X Composition de l’offre financière**

Que ce soit pour un consultant individuel : ou un cabinet de consultant, la proposition financière doit contenir tous les frais nécessaires pour la réalisation des travaux (frais de voyages, indemnités journalières, frais de séjours, frais d’éditions, les éventuels frais de déplacement internes….) Les détails (nombre de jour, prix unitaire) doivent figurer dans la proposition financiere.

Le total de ces couts sera considéré comme le montant de la proposition.

La pondération de la proposition technique et financière est de 80/20.

Le score financier est calculee a partir du formule

Le score total du soumissionnaire sera ainsi obtenu par la somme du score technique pondéré a 80% additionnée du score financier.

# ANNEXE IV : CONDITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX CONTRATS D'ENTREPRISE CONCLUS PAR L’UNICEF

**GENERAL TERMS AND CONDITIONS OF CONTRACT (Services)**

Definitions and UNICEF Supply Website

* 1. In these General Terms and Conditions (Services), the following terms have the following meaning:

"Affiliates" means, with respect to the Contractor, any of its corporate affiliates or associates, including parent entities, subsidiaries, and other entities in which it owns a substantial interest.

"Confidential Information" means information or data that is designated as confidential at the time of exchange between the Parties or promptly identified as confidential in writing when furnished in

intangible form or disclosed orally, and includes information, the confidential or proprietary nature of which, is or should be reasonably apparent from the inherent nature, quality or characteristics of

such information.

"Contract" means the services contract that incorporates these General Terms and Conditions of Contract (Services). It includes contracts for services issued by UNICEF, whether or not they are

issued under a long-term arrangement or similar contract.

"Contractor" means the contractor named in the Contract.

"Deliverables" means the work product and other output of the Services required to be delivered by Contractor as part of the Services, as specified in the relevant section of the Contract.

"Disabling Code" means any virus, back door, timer or other limiting routine, instruction or design, or other malicious, illicit or similar unrequested code that may have the consequence (whether by

design or unintentionally) of disrupting, disabling, harming, circumventing security controls or otherwise impeding in any manner the normal operation or performance of (i) any software or service or

(ii) any UNICEF information system or network.

"End User" means, in the event that the Services or Deliverables involve the use of any information systems, any and all UNICEF employees, consultants and other personnel and any other external

users collaborating with UNICEF, in each case, authorized by UNICEF to access and use the Services and/or Deliverables.

"Fee" is defined in Article 3.1.

"Host Government" means a Government with which UNICEF has a programme of development cooperation, and includes a Government of a country in which UNICEF provides humanitarian

assistance.

Contractor's "Key Personnel" are: (i) Personnel identified in the proposal as key individuals (as a minimum, partners, managers, senior auditors) to be assigned for participation in the performance of

the Contract; (ii) Personnel whose resumes were submitted with the proposal; and (iii) individuals who are designated as key personnel by agreement of the Contractor and UNICEF during

negotiations.

"Parties" means the Contractor and UNICEF together and a "Party" means each of the Contractor and UNICEF.

Contractor's "Personnel" means the Contractor's officials, employees, agents, individual sub-contractors and other representatives.

"Security Incident" means, with respect to any information system, service or network used in the delivery of the Services or Deliverables, one or more events that (a) indicates that the security of

such information system, service, or network may have been breached or compromised and (b) that such breach or compromise could very likely compromise the security of UNICEF's Confidential

Information or weaken or impair UNICEF's operations. Security Incident includes any actual, threatened or reasonably suspected unauthorized access to, disclosure of, use of or acquisition of

UNICEF Data that compromises the security, confidentiality, or integrity of the UNICEF Data, or the ability of UNICEF or End Users to access the UNICEF Data.

"Services" means the services specified in the relevant section of the Contract.

"UNICEF Data" means any and all information or data in digital form or processed or held in digital form that (a) are provided to the Contractor by, or on behalf of, UNICEF and/or End Users under the

Contract or through UNICEF's and/or End Users' use of the Services or in connection with the Services, or (b) are collected by the Contractor in the performance of the Contract.

"UNICEF Supply Website" means UNICEF's public access webpage available at http://www.unicef.org/supply/index\_procurement\_policies.html, as may be updated from time to time.

1.2 These General Terms and Conditions of Contract, UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud and Corruption, the UNICEF's Policy on Conduct Promoting the Protection and

Safeguarding of Children, the UN Supplier Code of Conduct and UNICEF's Information Disclosure Policy referred to in the Contract, as well as other policies applicable to the Contractor, are publicly

available on the UNICEF Supply Website. The Contractor represents that it has reviewed all such policies as of the effective date of the Contract.

2. Provision of Services and Deliverables; Contractor's Personnel; Sub-Contractors

Provision of Services and Deliverables

2.1 The Contractor will provide the Services and deliver the Deliverables in accordance with the scope of work set out in the Contract, including, but not limited to, the time for delivery of the

Services and Deliverables, and to UNICEF's satisfaction. Except as expressly provided in the Contract, the Contractor will be responsible at its sole cost for providing all the necessary personnel,

equipment, material and supplies and for making all arrangements necessary for the performance and completion of the Services and delivery of the Deliverables under the Contract.

2.2 The Contractor acknowledges that, other than as expressly set out in the Contract, UNICEF will have no obligation to provide any assistance to the Contractor and UNICEF makes no

representations as to the availability of any facilities, equipment, materials, systems or licenses which may be helpful or useful for the fulfillment by the Contractor of its obligations under the Contract.

If UNICEF provides access to and use of UNICEF premises, facilities or systems (whether on site or remotely) to the Contractor for the purposes of the Contract, the Contractor will ensure that its

Personnel or sub-contractors will, at all times (a) use such access exclusively for the specific purpose for which the access has been granted and (b) comply with UNICEF's security and other

regulations and instructions for such access and use, including, but not limited to, UNICEF's information security policies. The Contractor will ensure that only those of its Personnel that have been

authorized by the Contractor, and approved by UNICEF, have access to UNICEF's premises, facilities or systems.

2.3 The Contractor will use its best efforts to accommodate reasonable requests for changes (if any) to the scope of work of the Services or time for provision of the Services or delivery of the

Deliverables. If UNICEF requests any material change to the scope of work or time for delivery, UNICEF and the Contractor will negotiate any necessary changes to the Contract, including as to the

Fee and the time schedule under the Contract. Any such agreed changes will become effective only when they are set out in a written amendment to the Contract signed by both UNICEF and the

Contractor. Should the Parties fail to agree on any such changes within thirty (30) days, UNICEF will have the option to terminate the Contract without penalty notwithstanding any other provision of

the Contract.

2.4 The Contractor will neither seek nor accept instructions from any entity other than UNICEF (or entities authorized by UNICEF to give instructions to the Contractor) in connection with the

provision of the Services or development and delivery of the Deliverables.

2.5 Title to any equipment and supplies which may be provided to the Contractor by UNICEF, will remain with UNICEF. Such equipment and supplies will be returned to UNICEF at the conclusion of

the Contract or when no longer needed by the Contractor in the same condition as when they were provided to the Contractor, subject to normal wear and tear. The Contractor will pay UNICEF the

value of any loss of, damage to, or degradation of, the equipment and supplies beyond normal wear and tear.

Non-conforming Services and Consequences of Delay

2.6 If the Contractor determines it will be unable to provide the Services or deliver the Deliverables by the date stipulated in the Contract, the Contractor will (i) immediately consult with UNICEF to

determine the most expeditious means for delivery of the Services and/or Deliverables; and (ii) take necessary action to expedite delivery of the Services and/or Deliverables, at the Contractor's cost

(unless the delay is due to force majeure as defined in Article 6.8 below), if reasonably so requested by UNICEF.

2.7 The Contractor acknowledges that UNICEF may monitor the Contractor's performance under the Contract and may at any time evaluate the quality of the Services provided and the Deliverables

to determine whether or not the Services and Deliverables conform to the Contract. The Contractor agrees to provide its full cooperation with such performance monitoring and evaluation, at no

additional cost or expense to UNICEF, and will provide relevant information as reasonably requested by UNICEF, including, but not limited to, the date of receipt of the Contract, detailed status

updates, costs to be charged and payments made by UNICEF or pending. Neither the evaluation of the Services and Deliverables, nor failure to undertake any such evaluation, will relieve the

Contractor of any of its warranty or other obligations under the Contract.

2.8 If the Services or Deliverables provided by the Contractor do not conform to the requirements of the Contract or are delivered late or incomplete, without prejudice to any of its other rights and

remedies, UNICEF can, at its option:

(a) by written notice, require the Contractor, at the Contractor's expense, to remedy its performance, including any deficiencies in the Deliverables, to UNICEF's satisfaction within thirty (30) days

after receipt of UNICEF's notice (or within such shorter period as UNICEF may determine, in its sole discretion, is necessary as specified in the notice);

(b) require the Contractor to refund all payments (if any) made by UNICEF in respect of such non-conforming or incomplete performance;

(c) procure all or part of the Services and/or Deliverables from other sources, and require the Contractor to pay UNICEF for any additional cost beyond the balance of the Fee for such Services and

Deliverables;

(d) give written notice to terminate the Contract for breach, in accordance with Article 6.1 below, if the Contractor fails to remedy the breach within the cure period specified in Article 6.1 or if the

breach is not capable of remedy;

(e) require the Contractor to pay liquidated damages as set out in the Contract.

2.9 Further to Article 11.5 below, the Contractor expressly acknowledges that if UNICEF takes delivery of Services or Deliverables that have been delivered late or otherwise not in full compliance

with the requirements of the Contract, this does not constitute a waiver of UNICEF's rights in respect of such late or non-compliant performance.

Contractor's Personnel and Sub-Contractors

2.10 The following provisions apply with regard to the Contractor's Personnel:

(a) The provisions of Article 7 (Ethical Standards) will apply to the Contractor's Personnel as expressly stated in Article 7.

(b) The Contractor will be responsible for the professional and technical competence of the Personnel it assigns to perform work under the Contract and will select professionally qualified, reliable

and competent individuals who will be able to effectively perform the obligations under the Contract and who, while doing so, will respect the local laws and customs and conform to a high standard of

moral and ethical conduct.

(c) The qualifications of any Personnel whom the Contractor may assign or may propose to assign to perform any obligations under the Contract will be substantially the same as, or better than, the

qualifications of any personnel originally proposed by the Contractor.

(d) At any time during the term of the Contract, UNICEF can make a written request that the Contractor replace one or more of the assigned Personnel. UNICEF will not be required to give an

explanation or justification for this request. Within seven (7) working days of receiving UNICEF's request for replacement the Contractor must replace the Personnel in question with Personnel

acceptable to UNICEF. This provision also extends to Personnel of the Contractor who have "account manager" or "relationship manager" type functions.

(e) If one or more of Contractor's Key Personnel become unavailable, for any reason, for work under the Contract, the Contractor will (i) notify the UNICEF contracting authority at least fourteen (14) days in advance; and (ii) obtain the UNICEF contracting authority's approval prior to making any substitution of Key Personnel. In notifying the UNICEF contracting authority, the Contractor will

provide an explanation of the circumstances necessitating the proposed replacement(s) and submit justification and qualification of replacement Personnel in sufficient detail to permit evaluation of

the impact on the engagement.

(f) The approval of UNICEF of any Personnel assigned by the Contractor (including any replacement Personnel) will not relieve the Contractor of any of its obligations under the Contract. The

Contractor's Personnel, including individual sub-contractors, will not be considered in any respect as being the employees or agents of UNICEF.

(g) All expenses of the withdrawal or replacement of the Contractor's Personnel will, in all cases, be borne exclusively by the Contractor.

2.11 The Contractor will obtain the prior written approval and clearance of UNICEF for all institutional sub-contractors it proposes to use in connection with the Contract. The approval of UNICEF of

a sub-contractor will not relieve the Contractor of any of its obligations under the Contract. The terms of any sub-contract will be subject to, and will be construed in a manner that is fully in accordance

with, all of the terms and conditions of the Contract.

2.12 The Contractor confirms that it has read UNICEF's Policy on Conduct Promoting the Protection and Safeguarding of Children. The Contractor will ensure that its Personnel understand the

notification requirements expected of them and will establish and maintain appropriate measures to promote compliance with such requirements. The Contractor will further cooperate with UNICEF's

implementation of this policy.

2.13 The Contractor will supervise its Personnel and sub-contractors and will be fully responsible and liable for all Services performed by its Personnel and sub-contractors and for their compliance

with the terms and conditions of the Contract.

2.14 The Contractor will comply with all applicable international standards and national labor laws, rules and regulations relating to the employment of national and international staff in connection

with the Services, including, but not limited to, laws, rules and regulations associated with the payment of the employer's portions of income tax, insurance, social security, health insurance, worker's

compensation, retirement funds, severance or other similar payments. Without limiting the provisions of this Article 2 or Article 4 below, the Contractor will be fully responsible and liable for, and

UNICEF will not be liable for (a) all payments due to its Personnel and sub-contractors for their services in relation to the performance of the Contract; (b) any action, omission, negligence or

misconduct of the Contractor, its Personnel and sub-contractors; (c) any insurance coverage which may be necessary or desirable for the purpose of the Contract; (d) the safety and security of the

Contractor's Personnel and sub-contractors' personnel; or (e) any costs, expenses, or claims associated with any illness, injury, death or disability of the Contractor's Personnel and sub-contractors'

personnel, it being understood that UNICEF will have no liability or responsibilitywith regard to any of the events referred to in this Article 2.14.

3. Fee; Invoicing; Tax Exemption; Payment Terms

3.1 The fee for the Services is the amount in the currency specified in the fee section of the Contract (the "Fee"), it being understood that such amount is specified in United States dollars unless

otherwise expressly provided for in the fee section of the Contract. Unless expressly stated otherwise in the Contract, the Fee is inclusive of all costs, expenses, charges or fees that the Contractor

may incur in connection with the performance of its obligations under the Contract; provided that, without prejudice to or limiting the provisions of Article 3.3 below, all duties and other taxes imposed

by any authority or entity must be separately identified. It is understood and agreed that the Contractor will not request any change to the Fee after the Services or Deliverables have been provided

and that the Fee cannot be changed except by written agreement between the Parties before the relevant Service or Deliverable is provided. UNICEF will not agree to changes to the Fee for

modifications or interpretations of the scope of work if those modifications or interpretations of the scope of work have already been initiated by the Contractor. UNICEF will not be liable to pay for any

work conducted or materials provided by the Contractor that are outside the scope of work or were not authorized in advance by UNICEF.

3.2 The Contractor will issue invoices to UNICEF only after the Contractor has provided the Services (or components of the Services) and delivered the Deliverables (or installments of the

Deliverables) in accordance with the Contract and to UNICEF's satisfaction. The Contractor will issue (a) one (1) invoice in respect of the payment being sought, in the currency specified in the

Contract and in English, indicating the Contract identification number listed on the front page of the Contract; and (b) provide a clear and specific description of the Services provided and Deliverables

delivered, as well as supporting documentation for reimbursable expenses if any, in sufficient detail to permit UNICEF to verify the amounts stated in the invoice.

3.3 The Contractor authorizes UNICEF to deduct from the Contractor's invoices any amount representing direct taxes (except charges for utilities services) and customs restrictions, duties and

charges of a similar nature in respect of articles imported or exported for UNICEF's official use in accordance with the exemption from tax in Article II, Section 7 of the Convention of the Privileges and

Immunities of the United Nations, 1946. In the event any governmental authority refuses to recognize this exemption from taxes, restrictions, duties or charges, the Contractor will immediately consult

with UNICEF to determine a mutually acceptable procedure. The Contractor will provide full cooperation to UNICEF with regard to securing UNICEF's exemption from, or refund of amounts paid as,

value-added taxes or taxes of a similar nature.

3.4 UNICEF will notify the Contractor of any dispute or discrepancy in the content or form of any invoice. With respect to disputes regarding only a portion of such invoice, UNICEF will pay the

Contractor the amount of the undisputed portion in accordance with Article 3.5 below. UNICEF and the Contractor will consult in good faith to promptly resolve any dispute with respect to any invoice.

Upon resolution of such dispute, any amounts that have not been charged in accordance with the Contract will be deducted from the invoice(s) in which they appear and UNICEF will pay any agreed

remaining items in the invoice(s) in accordance with Article 3.5 within thirty (30) days after the final resolution of such dispute.

3.5 UNICEF will pay the uncontested amount of the Contractor's invoice within thirty (30) days of receiving both the invoice and the required supporting documents, as referred to in Article 3.2

above. The amount paid will reflect any discount(s) shown under the payment terms of the Contract. The Contractor will not be entitled to interest on any late payment or any sums payable under the

Contract nor any accrued interest on payments withheld by UNICEF in connection with a dispute. Payment will not relieve the Contractor of its obligations under the Contract and will not be deemed

to be acceptance by UNICEF of, or waiver of any of UNICEF's rights with regard to, the Contractor's performance.

3.6 Each invoice will confirm the Contractor's bank account details provided to UNICEF as part of the Contractor's registration process with UNICEF. All payments due to the Contractor under the

Contract will be made by electronic funds transfer to that bank account. It is the Contractor's responsibility to ensure that the bank details supplied by it to UNICEF are up-to-date and accurate and

notify UNICEF in writing by an authorized representative of the Contractor of any changes in bank details together with supporting documentation satisfactory to UNICEF.

3.7 The Contractor acknowledges and agrees that UNICEF may withhold payment in respect of any invoice if, in UNICEF's opinion, the Contractor has not performed in accordance with the terms

and conditions of the Contract, or if the Contractor has not provided sufficient documentation in support of the invoice.

3.8 UNICEF will have the right to set off, against any amount or amounts due and payable by UNICEF to the Contractor under the Contract, any payment, indebtedness or other claim (including,

without limitation, any overpayment made by UNICEF to the Contractor) owing by the Contractor to UNICEF under the Contract or under any other contract or agreement between the Parties.

UNICEF will not be required to give the Contractor prior notice before exercising this right of set-off (such notice being waived by the Contractor). UNICEF will promptly notify the Contractor after it has

exercised such right of set-off, explaining the reasons for such set-off, provided, however, that the failure to give such notification will not affect the validity of such set-off.

3.9 Each of the invoices paid by UNICEF may be subject to a post-payment audit by UNICEF's external and internal auditors or by other authorised agents of UNICEF, at any time during the term of

the Contract and for three (3) years after the Contract terminates. UNICEF will be entitled to a refund from the Contractor of amounts such audit or audits determine were not in accordance with the

Contract regardless of the reasons for such payments (including but not limited to the actions or inactions of UNICEF staff and other personnel).

4. Representations and Warranties; Indemnification; Insurance

Representations and Warranties

4.1 The Contractor represents and warrants that as of the effective date and throughout the term of the Contract: (a) the Contractor has the full authority and power to enter into the Contract and to

perform its obligations under the Contract and the Contract is a legal, valid and binding obligation, enforceable against it in accordance with its terms; (b) all of the information it has previously

provided to UNICEF, or that it provides to UNICEF during the term of the Contract, concerning the Contractor and the provision of the Services and the delivering of the Deliverables is true, correct,

accurate and not misleading; (c) it is financially solvent and is able to provide the Services to UNICEF in accordance with the terms and conditions of the Contract; (d) it has, and will maintain

throughout the term of the Contract, all rights, licenses, authority and resources necessary, as applicable, to provide the Services and deliver the Deliverables to UNICEF's satisfaction and to perform

its obligations under the Contract; (e) the work product is and will be original to the Contractor and does not and will not infringe any copyright, trademark, patent or other proprietary right of any third

party; and (f) except as otherwise expressly stated in the Contract, it has not and will not enter into any agreement or arrangement that restrains or restricts any person's rights to use, sell, dispose of

or otherwise deal with any Deliverable or other work resulting from the Services. The Contractor will fulfill its commitments with the fullest regard to the interests of UNICEF and will refrain from any

action which may adversely affect UNICEF or the United Nations.

4.2 The Contractor further represents and warrants, as of the effective date and throughout the term of the Contract, that it and its Personnel and sub-contractors will perform the Contract and

provide the Services and Deliverables (a) in a professional and workmanlike manner; (b) with reasonable care and skill and in accordance with the highest professional standards accorded to

professionals providing the same or substantially similar services in a same industry; (c) with priority equal to that given to the same or similar services for the Contractor's other clients; and (d) in

accordance with all laws, ordinances, rules, and regulations bearing upon the performance of its obligations under the Contract and the provision of the Services and Deliverables.

4.3 The representations and warranties made by the Contractor in Articles 4.1 and 4.2 above are made to and are for the benefit of (a) each entity (if any) that makes a direct financial contribution to

UNICEF to procure the Services and Deliverables; and (b) each Government or other entity (if any) that receives the direct benefit of the Services and Deliverables.

Indemnification

4.4 The Contractor will indemnify, hold and save harmless and defend, at its own expense, UNICEF, its officials, employees, consultants and agents, each entity that makes a direct financial

contribution to UNICEF to procure the Services and Deliverables and each Government or other entity that receives the direct benefit of the Services and Deliverables, from and against all suits,

claims, demands, losses and liability of any nature or kind, including their costs and expenses, by any third party and arising out of the acts or omissions of the Contractor or its Personnel or

sub-contractors in the performance of the Contract. This provision will extend to but not be limited to (a) claims and liability in the nature of workers' compensation, (b) product liability, and (c) any

actions or claims pertaining to the alleged infringement of a copyright or other intellectual property rights or licenses, patent, design, trade-name or trade-mark arising in connection with the

Deliverables or other liability arising out of the use of patented inventions or devices, copyrighted material or other intellectual property provided or licensed to UNICEF under the terms of the Contract

or used by the Contractor, its Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract.

4.5 UNICEF will report any such suits, proceedings, claims, demands, losses or liability to the Contractor within a reasonable period of time after having received actual notice. The Contractor will

have sole control of the defence, settlement and compromise of any such suit, proceeding, claim or demand, except with respect to the assertion or defence of the privileges and immunities of

UNICEF or any matter relating to UNICEF's privileges and immunities (including matters relating to UNICEF's relations with Host Governments), which as between the Contractor and UNICEF only

UNICEF itself (or relevant Governmental entities) will assert and maintain. UNICEF will have the right, at its own expense, to be represented in any such suit, proceeding, claim or demand by

independent counsel of its own choosing.

Insurance

4.6 The Contractor will comply with the following insurance requirements:

(a) The Contractor will have and maintain in effect with reputable insurers and in sufficient amounts, insurance against all of the Contractor's risks under the Contract (including, but not limited to,

the risk of claims arising out of or related to the Contractor's performance of the Contract), including the following:

(i) Insurance against all risks in respect of its property and any equipment used for the performance of the Contract;

(ii) General liability insurance against all risks in respect of the Contract and claims arising out of the Contract in an adequate amount to cover all claims arising from or in connection with the

Contractor's performance under the Contract;

(iii) All appropriate workers' compensation and employer's liability insurance, or its equivalent, with respect to its Personnel and sub-contractors to cover claims for death, bodily injury or damage to

property arising from the performance of the Contract; and

(iv) Such other insurance as may be agreed upon in writing between UNICEF and the Contractor.

(b) The Contractor will maintain the insurance coverage referred to in Article 4.6(a) above during the term of the Contract and for a period after the Contract terminates extending to the end of any

applicable limitations period with regard to claims against which the insurance is obtained.

(c) The Contractor will be responsible to fund all amounts within any policy deductible or retention.

(d) Except with regard to the insurance referred to in paragraph (a)(iii) above, the insurance policies for the Contractor's insurance required under this Article 4.6 will (i) name UNICEF as an

additional insured; (ii) include a waiver by the insurer of any subrogation rights against UNICEF; and (iii) provide that UNICEF will receive thirty (30) days' written notice from the insurer prior to any

cancellation or change of coverage.

(e) The Contractor will, upon request, provide UNICEF with satisfactory evidence of the insurance required under this Article 4.6.

(f) Compliance with the insurance requirements of the Contract will not limit the Contractor's liability either under the Contract or otherwise.

Liability

4.7 The Contractor will pay UNICEF promptly for all loss, destruction or damage to UNICEF's property caused by the Contractor's Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract.

5. Intellectual Property and Other Proprietary Rights; Data Protection; Confidentiality

Intellectual Property and Other Proprietary Rights

5.1 Unless otherwise expressly provided for in the Contract:

(a) Subject to paragraph (b) of this Article 5.1, UNICEF will be entitled to all intellectual property and other proprietary rights including but not limited to patents, copyrights and trademarks, with regard

to products, processes, inventions, ideas, know-how, documents, data and other materials ("Contract Materials") that (i) the Contractor develops for UNICEF under the Contract and which bear a

direct relation to the Contract or (ii) are produced, prepared or collected in consequence of, or during the course of, the performance of the Contract. The term "Contract Materials" includes, but is not

limited to, all maps, drawings, photographs, plans, reports, recommendations, estimates, documents developed or received by, and all other data compiled by or received by, the Contractor under the

Contract. The Contractor acknowledges and agrees that Contract Materials constitute works made for hire for UNICEF. Contract Materials will be treated as UNICEF's Confidential Information and will

be delivered only to authorized UNICEF officials on expiry or termination of the Contract.

(b) UNICEF will not be entitled to, and will not claim any ownership interest in, any intellectual property or other proprietary rights of the Contractor that pre-existed the performance by the Contractor

of its obligations under the Contract, or that the Contractor may develop or acquire, or may have developed or acquired, independently of the performance of its obligations under the Contract. The

Contractor grants to UNICEF a perpetual, non-exclusive, royalty-free license to use such intellectual property or other proprietary rights solely for the purposes of and in accordance with the

requirements of the Contract.

(c) At UNICEF's request, the Contractor will take all necessary steps, execute all necessary documents and generally assist in securing such proprietary rights and transferring them (or, in the case,

intellectual property referred to in paragraph (b) above, licensing) them to UNICEF in compliance with the requirements of the applicable law and of the Contract.

Confidentiality

5.2 Confidential Information that is considered proprietary by either Party or that is delivered or disclosed by one Party ("Discloser") to the other Party ("Recipient") during the course of performance

of the Contract or in connection with the subject matter of the Contract will be held in confidence by the Recipient. The Recipient will use the same care and discretion to avoid disclosure of the

Discloser's Confidential Information as the Recipient uses for its own Confidential Information and will use the Discloser's Confidential Information solely for the purpose for which it was disclosed to

the Recipient. The Recipient will not disclose the Discloser's Confidential Information to any other party:

(a) except to those of its Affiliates, employees, officials, representatives, agents and sub-contractors who have a need to know such Confidential Information for purposes of performing obligations

under the Contract; or

(b) unless the Confidential Information (i) is obtained by the Recipient from a third party without restriction; (ii) is disclosed by the Discloser to a third party without any obligation of confidentiality;

(iii) is known by the Recipient prior to disclosure by the Discloser; or (iv) at any time is developed by the Recipient completely independently of any disclosures under the Contract.

5.3 If the Contractor receives a request for disclosure of UNICEF's Confidential Information pursuant to any judicial or law enforcement process, before any such disclosure is made, the Contractor

(a) will give UNICEF sufficient notice of such request in order to allow UNICEF to have a reasonable opportunity to secure the intervention of the relevant national government to establish protective

measures or take such other action as may be appropriate and (b) will so advise the relevant authority that requested disclosure. UNICEF may disclose the Contractor's Confidential Information to the

extent required pursuant to resolutions or regulations of its governing bodies.

5.4 The Contractor may not communicate at any time to any other person, Government or authority external to UNICEF, any information known to it by reason of its association with UNICEF that

has not been made public, except with the prior written authorization of UNICEF; nor will the Contractor at any time use such information to private advantage.

Data Protection and Security

5.5 The Parties agree that, as between them, all UNICEF Data, together with all rights (including intellectual property and proprietary rights), title and interest to such UNICEF Data, will be the

exclusive property of UNICEF, and the Contractor has a limited, nonexclusive license to access and use the UNICEF Data as provided in the Contract solely for the purpose of performing its

obligations under the Contract. Except for the foregoing license, the Contractor will have no other rights, whether express or implied, in or to any UNICEF Data or its content.

5.6 The Contractor confirms that it has a data protection policy in place that meets all applicable data protection standards and legal requirements and that it will apply such policy in the collection,

storage, use, processing, retention and destruction of UNICEF Data. The Contractor will comply with any guidance or conditions on access and disclosure notified by UNICEF to Contractor in respect

of UNICEF Data.

5.7 The Contractor will use its reasonable efforts to ensure the logical segregation of UNICEF Data from other information to the fullest extent possible. The Contractor will use safeguards and

controls (such as administrative, technical, physical, procedural and security infrastructures, facilities, tools, technologies, practices and other protective measures) that are necessary and sufficient to

meet the Contractor's confidentiality obligations in this Article 5 as they apply to UNICEF Data. At UNICEF's request, the Contractor will provide UNICEF with copies of the applicable policies and a

description of the safeguards and controls that the Contractor uses to fulfil its obligations under this Article 5.7; provided that any such policies and description provided by the Contractor will be

treated as the Contractor's Confidential Information under the Contract. UNICEF may assess the effectiveness of these safeguards, controls and protective measures and, at UNICEF's request, the

Contractor will provide its full cooperation with any such assessment at no additional cost or expense to UNICEF. The Contractor will not, and will ensure that its Personnel will not, transfer, copy,

remove or store UNICEF Data from a UNICEF location, network or system without the prior written approval of an authorized official of UNICEF.

5.8 Except as otherwise expressly stated in the Contract or with UNICEF's express prior written consent, the Contractor will not install any application or other software on any UNICEF device,

network or system. The Contractor represents and warrants to UNICEF that the Services and Deliverables provided under the Contract will not contain any Disabling Code, and that UNICEF will not

otherwise receive from the Contractor any Disabling Code in the performance of the Contract. Without prejudice to UNICEF's other rights and remedies, if a Disabling Code is identified, the

Contractor, at its sole cost and expense, will take all steps necessary to: (a) restore and/or reconstruct any and all UNICEF Data lost by UNICEF and/or End Users as a result of Disabling Code; (b)

furnish to UNICEF a corrected version of the Services without the presence of Disabling Codes; and (c) as needed, re-implement the Services.

5.9 In the event of any Security Incident, the Contractor will, as soon as possible following the Contractor's discovery of such Security Incident and at its sole cost and expense: (a) notify UNICEF of

such Security Incident and of the Contractor's proposed remedial actions; (b) implement any and all necessary damage mitigation and remedial actions; and (c) as relevant, restore UNICEF's and, as

directed by UNICEF, End Users' access to the Services. The Contractor will keep UNICEF reasonably informed of the progress of the Contractor's implementation of such damage mitigation and

remedial actions. The Contractor, at its sole cost and expense, will cooperate fully with UNICEF's investigation of, remediation of, and/or response to any Security Incident. If the Contractor fails to

resolve, to UNICEF's reasonable satisfaction, any such Security Incident, UNICEF can terminate the Contract with immediateeffect.

Service Providers and Sub-Contractors

5.10 The Contractor will impose the same requirements relating to data protection and non-disclosure of Confidential Information, as are imposed upon the Contractor itself by this Article 5 of the

Contract, on its service providers, subcontractors and other third parties and will remain responsible for compliance with such requirements by its service providers, subcontractors and other third

parties.

End of Contract

5.11 Upon the expiry or earlier termination of the Contract, the Contractor will:

(a) return to UNICEF all of UNICEF's Confidential Information, including, but not limited to, UNICEF Data, or, at UNICEF's option, destroy all copies of such information held by the Contractor or its

sub-contractors and confirm such destruction to UNICEF in writing; and

(b) will transfer to UNICEF all intellectual and other proprietary information in accordance with Article 5.1(a).

6. Termination; Force Majeure

Termination by Either Party for Material Breach

6.1 If one Party is in material breach of any of its obligations under the Contract, the other Party can give it written notice that within thirty (30) days of receiving such notice the breach must be

remedied (if such breach is capable of remedy). If the breaching Party does not remedy the breach within the thirty (30) days' period or if the breach is not capable of remedy, the non-breaching Party

can terminate the Contract. The termination will be effective thirty (30) days after the non-breaching Party gives the breaching Party written notice of termination. The initiation of conciliation or arbitral

proceedings in accordance with Article 9 (Privileges and Immunities; Settlement of Disputes) below will not be grounds for termination of the Contract.

Additional Termination Rights of UNICEF

6.2 In addition to the termination rights under Article 6.1 above, UNICEF can terminate the Contract with immediate effect upon delivery of a written notice of termination, without any liability for

termination charges or any other liability of any kind:

(a) in the circumstances described in, and in accordance with, Article 7 (Ethical Standards); or

(b) if the Contractor breaches any of the provisions of Articles 5.2-5.11 (Confidentiality; Data Protection and Security); or

(c) if the Contractor (i) is adjudged bankrupt, or is liquidated, or becomes insolvent, or applies for a moratorium or stay on any payment or repayment obligations, or applies to be declared insolvent,

(ii) is granted a moratorium or a stay, or is declared insolvent , (iii) makes an assignment for the benefit of one or more of its creditors, (iv) has a receiver appointed on account of the insolvency of the

Contractor, (v) offers a settlement in lieu of bankruptcy or receivership or (vi) has become, in UNICEF's reasonable judgment, subject to a materially adverse change in its financial condition that

threatens to substantially affect the ability of the Contractor to perform any of its obligations under the Contract.

6.3 In addition to the termination rights under Article 6.1 and Article 6.2 above, UNICEF can terminate the Contract at any time by providing written notice to the Contractor in any case in which

UNICEF's mandate applicable to the performance of the Contract or UNICEF's funding applicable to the Contract is curtailed or terminated, whether in whole or in part. UNICEF can also terminate the

Contract on sixty (60) day's written notice to the Contractor without having to provide any justification.

6.4 As soon as it receives a notice of termination from UNICEF, the Contractor will take immediate steps to bring the performance of any obligations under the Contract to a close in a prompt and

orderly manner, and in doing so, reduce expenses to a minimum, and will not undertake any further or additional commitments as of and following the date it receives the termination notice. In

addition, the Contractor will take any other action that may be necessary, or that UNICEF may direct in writing, in order to minimise losses or protect and preserve any property, whether tangible or

intangible, related to the Contract that is in the possession of the Contractor and in which UNICEF has or may be reasonably expected to acquire an interest.

6.5 If the Contract is terminated by either Party, the Contractor will immediately deliver to UNICEF any finished work which has not been delivered and accepted prior to the receipt of a notice of

termination, together with any data, materials or work-in-process related specifically to the Contract. If UNICEF obtains the assistance of another party to continue the Services or complete any

unfinished work, the Contractor will provide its reasonable cooperation to UNICEF and such party in the orderly migration of Services and transfer of any Contract-related data, materials and

work-in-process. The Contractor will at the same time return to UNICEF all of UNICEF's Confidential Information and will transfer to UNICEF all intellectual and other proprietary information in

accordance with Article 5.

6.6 If the Contract is terminated by either Party no payment will be due from UNICEF to the Contractor except for Services and Deliverables provided to UNICEF's satisfaction in accordance with the

Contract, but only if such Services and Deliverables were required or requested before the Contractor's receipt of the notice of termination or, in the case of termination by the Contractor, the effective

date of such termination. The Contractor will have no claim for any further payment beyond payments in accordance with this Article 6.6, but will remain liable to UNICEF for all loss or damages

which may be suffered by UNICEF by reason of the Contractor's default (including but not limited to cost of the purchase and delivery of replacement or substitute Services or Deliverables).

6.7 The termination rights in this Article 6 are in addition to all other rights and remedies of UNICEF under the Contract.

Force Majeure

6.8 If one Party is rendered permanently unable, wholly, or in part, by reason of force majeure to perform its obligations under the Contract, the other Party may terminate the Contract on the same

terms and conditions as are provided for in Article 6.1 above, except that the period of notice will be seven (7) days instead of thirty (30) days. "Force majeure" means any unforeseeable and

irresistible events arising from causes beyond the control of the Parties, including acts of nature, any act of war (whether declared or not), invasion, revolution, insurrection, terrorism or other acts of a

similar nature or force. "Force majeure" does not include (a) any event which is caused by the negligence or intentional action of a Party; (b) any event which a diligent party could reasonably have

been expected to take into account and plan for at the time the Contract was entered into; (c) the insufficiency of funds, inability to make any payment required under the Contract, or any economic

conditions, including but not limited to inflation, price escalations, or labour availability; or (d) any event resulting from harsh conditions or logistical challenges for the Contractor (including civil unrest)

associated with locations at which UNICEF is operating or is about to operate or is withdrawing from, or any event resulting from UNICEF's humanitarian, emergency, or similar response operations.

7. Ethical Standards

7.1 Without limiting the generality of Article 2 above, the Contractor will be responsible for the professional and technical competence of its Personnel including its employees and will select, for

work under the Contract, reliable individuals who will perform effectively in the implementation of the Contract, respect the local laws and customs, and conform to a high standard of moral and ethical

conduct.

7.2 (a) The Contractor represents and warrants that no official of UNICEF or of any United Nations System organisation has received from or on behalf of the Contractor, or will be offered by or on

behalf of the Contractor, any direct or indirect benefit in connection with the Contract, including the award of the Contract to the Contractor. Such direct or indirect benefit includes, but is not limited to,

any gifts, favours or hospitality.

(b) The Contractor represents and warrants that the following requirements with regard to former UNICEF officials have been complied with and will be complied with:

(i) During the one (1) year period after an official has separated from UNICEF, the Contractor may not make a direct or indirect offer of employment to that former UNICEF official if that former

UNICEF official was, during the three years prior to separating from UNICEF, involved in any aspect of a UNICEF procurement process in which the Contractor has participated.

(ii) During the two (2) year period after an official has separated from UNICEF, that former official may not, directly or indirectly on behalf of the Contractor, communicate with UNICEF, or present to

UNICEF, about any matters that were within such former official's responsibilities while at UNICEF.

(c) The Contractor further represents that, in respect of all aspects of the Contract (including the award of the Contract by UNICEF to the Contractor and the selection and awarding of sub-contracts

by the Contractor), it has disclosed to UNICEF any situation that may constitute an actual or potential conflict of interest or could reasonably be perceived as a conflict of interest.

7.3 The Contractor further represents and warrants that neither it nor any of its Affiliates, or Personnel or directors, is subject to any sanction or temporary suspension imposed by any United

Nations System organisation or other international inter-governmental organisation. The Contractor will immediately disclose to UNICEF if it or any of its Affiliates or Personnel or directors, becomes

subject to any such sanction or temporary suspension during the term of the Contract.

7.4 The Contractor will (a) observe the highest standard of ethics; (b) use its best efforts to protect UNICEF against fraud, in the performance of the Contract; and (c) comply with the applicable

provisions of UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud and Corruption. In particular, the Contractor will not engage, and will ensure that its Personnel, agents and sub-contractors do not

engage, in any corrupt, fraudulent, coercive, collusive or obstructive conduct as such terms are defined in UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud and Corruption.

7.5 The Contractor will, during the term of the Contract, comply with (a) all laws, ordinances, rules and regulations bearing upon the performance of its obligations under the Contract and (b) the

standards of conduct required under the UN Supplier Code of Conduct (available at the United Nations Global Marketplace website - www.ungm.org).

7.6 The Contractor further represents and warrants that neither it nor any of its Affiliates is engaged, directly or indirectly, (a) in any practice inconsistent with the rights set out in the Convention on

the Rights of the Child, including Article 32, or the International Labour Organisation's Convention Concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child

Labour, No. 182 (1999); or (b) in the manufacture, sale, distribution, or use of anti-personnel mines or components utilised in the manufacture of anti-personnel mines.

7.7 The Contractor represents and warrants that it has taken and will take all appropriate measures to prevent sexual exploitation or abuse of anyone by its Personnel including its employees or any

persons engaged by the Contractor to perform any services under the Contract. For these purposes, sexual activity with any person less than eighteen years of age, regardless of any laws relating to

consent, will constitute the sexual exploitation and abuse of such person. In addition, the Contractor represents and warrants that it has taken and will take all appropriate measures to prohibit its

Personnel including its employees or other persons engaged by the Contractor, from exchanging any money, goods, services, or other things of value, for sexual favours or activities or from engaging

in any sexual activities that are exploitive or degrading to any person. This provision constitutes an essential term of the Contract and any breach of this representation and warranty will entitle

UNICEF to terminate the Contract immediately upon notice to the Contractor, without any liability for termination charges or any other liability of any kind.

7.8 The Contractor will inform UNICEF as soon as it becomes aware of any incident or report that is inconsistent with the undertakings and confirmations provided in this Article 7.

7.9 The Contractor acknowledges and agrees that each of the provisions in this Article 7 constitutes an essential term of the Contract.

(a) UNICEF will be entitled, in its sole discretion and at its sole choice, to suspend or terminate the Contract and any other contract between UNICEF and the Contractor with immediate effect upon

written notice to the Contractor if: (i) UNICEF becomes aware of any incident or report that is inconsistent with, or the Contractor breaches any of, the undertakings and confirmations provided in this

Article 7 or the equivalent provisions of any contract between UNICEF and the Contractor or any of the Contractor's Affiliates, or (ii) the Contractor or any of its Affiliates, or Personnel or directors

becomes subject to any sanction or temporary suspension described in Article 7.3 during the term of the Contract.

(b) In the case of suspension, if the Contractor takes appropriate action to address the relevant incident or breach to UNICEF's satisfaction within the period stipulated in the notice of suspension,

UNICEF may lift the suspension by written notice to the Contractor and the Contract and all other affected contracts will resume in accordance with their terms. If, however, UNICEF is not satisfied

that the matters are being adequately addressed by the Contractor, UNICEF may at any time, exercise its right to terminate the Contract and any other contract between UNICEF and the Contractor.

(c) Any suspension or termination under this Article 7 will be without any liability for termination or other charges or any other liability of any kind.

8. Full Cooperation with Audits And Investigations

8.1 From time to time, UNICEF may conduct inspections, post-payment audits or investigations relating to any aspect of the Contract including but not limited to the award of the Contract, the way in

which the Contract operates or operated, and the Parties' performance of the Contract generally and including but not limited to the Contractor's compliance with the provisions of Article 7 above. The

Contractor will provide its full and timely cooperation with any such inspections, post-payment audits or investigations, including (but not limited to) making its Personnel and any relevant data and

documentation available for the purposes of such inspections, post-payment audits or investigations, at reasonable times and on reasonable conditions, and granting UNICEF and those undertaking

such inspections, post-payment audits or investigations access to the Contractor's premises at reasonable times and on reasonable conditions in connection with making its Personnel and any

relevant data and documentation available. The Contractor will require its sub-contractors and its agents, including, but not limited to, the Contractor's attorneys, accountants or other advisers, to

provide reasonable cooperation with any inspections, post-payment audits or investigations carried out by UNICEF.

9. Privileges and Immunities; Settlement of Disputes

9.1 Nothing in or related to the Contract will be deemed a waiver, express or implied, deliberate or inadvertent, of any of the privileges and immunities of the United Nations, including UNICEF and

its subsidiary organs, under the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, 1946, or otherwise.

9.2 The terms of the Contract will be interpreted and applied without application of any system of national or sub-national law.

9.3 The Parties will use their best efforts to settle amicably any dispute, controversy or claim arising out of, or relating to the Contract. Where the Parties wish to seek such an amicable settlement

through conciliation, the conciliation will take place in accordance with the UNCITRAL Conciliation Rules then in force, or according to such other procedure as may be agreed between the Parties.

Any dispute, controversy or claim between the Parties arising out of the Contract which is not resolved within ninety (90) days after one Party receives a request from the other Party for amicable

settlement can be referred by either Party to arbitration. The arbitration will take place in accordance with the UNCITRAL Arbitration Rules then in force. The venue of the arbitration will be New York,

NY, USA. The decisions of the arbitral tribunal will be based on general principles of international commercial law. The arbitral tribunal will have no authority to award punitive damages. In addition,

the arbitral tribunal will have no authority to award interest in excess of the London Inter-Bank Offered Rate (LIBOR) then prevailing and any such interest will be simple interest only. The Parties will

be bound by any arbitration award rendered as a result of such arbitration as the final adjudication of any such controversy, claim or dispute.

10. Notices

10.1 Any notice, request or consent required or permitted to be given or made pursuant to the Contract will be in writing, and addressed to the persons listed in the Contract for the delivery of

notices, requests or consents. Notices, requests or consents will be delivered in person, by registered mail, or by confirmed email transmission. Notices, requests or consents will be deemed

received upon delivery (if delivered in person), upon signature of receipt (if delivered by registered mail) or twenty-four (24) hours after confirmation of receipt is sent from the addressee's email

address (if delivered by confirmed email transmission).

10.2 Any notice, document or receipt issued in connection with the Contract must be consistent with the terms and conditions of the Contract and, in case of any ambiguity, discrepancy or

inconsistency, the terms and conditions of the Contract will prevail.

10.3 All documents that comprise the Contract, and all documents, notices and receipts issued or provided pursuant to or in connection with the Contract, will be deemed to include, and will be

interpreted and applied consistently with, the provisions of Article 9 (Privileges and Immunities; Settlement of Disputes).

11. Other Provisions

11.1 The Contractor acknowledges UNICEF's commitment to transparency as outlined in UNICEF's Information Disclosure Policy and confirms that it consents to UNICEF's public disclosure of the

terms of the Contract should UNICEF so determine and by whatever means UNICEF determines.

11.2 The failure of one Party to object to or take affirmative action with respect to any conduct of the other Party which is in violation of the terms of the Contract will not constitute and will not be

construed to be a waiver of the violation or breach, or of any future violation, breach or wrongful conduct.

11.3 The Contractor will be considered as having the legal status of an independent contractor as regards UNICEF. Nothing contained in the Contract will be construed as making the Parties

principal and agent or joint venturers.

11.4 The Contractor will not, without the prior written consent of UNICEF, assign, transfer, pledge or make other disposition of the Contract, or of any part of the Contract, or of any of the

Contractor's rights or obligations under the Contract.

11.5 No grant of time to the Contractor to cure a default under the Contract, nor any delay or failure by UNICEF to exercise any other right or remedy available to UNICEF under the Contract, will be

deemed to prejudice any rights or remedies available to UNICEF under the Contract or constitute a waiver of any rights or remedies available to UNICEF under the Contract.

11.6 The Contractor will not seek or file any lien, attachment or other encumbrance against any monies due or to become due under the Contract, and will not permit any other person to do so. It will

immediately remove or obtain the removal of any lien, attachment or other encumbrance that is secured against any monies due or to become due under the Contract.

11.7 The Contractor will not advertise or otherwise make public for purposes of commercial advantage or goodwill that it has a contractual relationship with UNICEF or the United Nations. Except as

regards references to the name of UNICEF for the purposes of annual reports or communication between the Parties and between the Contractor and its Personnel and sub-contractors, the

Contractor will not, in any manner whatsoever use the name, emblem or official seal of UNICEF or the United Nations, or any abbreviation of the name of the United Nations, in connection with its

business or otherwise without the prior written permission of UNICEF.

11.8 The Contract may be translated into languages other than English. The translated version of the Contract is for convenience only, and the English language version will govern in all

circumstances.

11.9 No modification or change in the Contract, and no waiver of any of its provisions, nor any additional contractual relationship of any kind with the Contractor will be valid and enforceable against

UNICEF unless set out in a written amendment to the Contract signed by an authorised official of UNICEF.

11.10 The provisions of Articles 2.14. 3.8, 3.9, 4, 5, 7, 8, 9, 11.1, 11.2 and 11.7 will survive provision of the Services and delivery of the Deliverables and the expiry or earlier termination of the

Contract.

1. Voir le manuel de formation des JRC page 3 - 4 [↑](#footnote-ref-2)
2. Jusque-là, le rôle des partenaires se limitait a l’identification des participants, l’organisation logistique et a la facilitation de l’atelier. [↑](#footnote-ref-3)
3. Les normes UNEG en question sont (i) principes, objectifs et cibles fixés au niveau international, (ii) utilité, (iii) crédibilité, (iv) indépendance et (v) impartialité [↑](#footnote-ref-4)